

Malgré trois ans de gâchis, Kabila face à un boulevard en 2011 ?

Elu de la manière que l'on sait en décembre 2006, Kabila Kabange avait annoncé la fin de la récréation et le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national. Le successeur désigné (en janvier 2001) à Laurent-Désiré Taratibu Kabila ka Makolo avait promis d'envoyer en prison des ministres coupables de mauvaise affectation des ressources de l'Etat. A Congo on avait émis de doute sur la capacité de Kabila de tenir ses engagements dans un pays où la prédation et l'enrichissement sans cause sont considérés comme un sport national.

Peu avare des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient, Kabila s'était engagé à relever les défis du développement du Congo par une ambitieuse politique visant à doter l'ex-Zaïre des voies de communication à travers ce que la presse pré-payée de Kinshasa a nommé les cinq chantiers du président de la République, mais que les Kinois avec une belle pointe d'ironie ont débaptisés cinq « sentiers », leur visibilité étant nulle.

Trois ans après, celui qui a la prétention d'être le premier président élu depuis l'indépendance du Congo n'a tenu aucun de ses engagements. Le Kivu dont on dit qu'il avait élu avec plus de 90% n'a jamais souffert dans sa chaire avec des centaines des milliers des réfugiés comme sous le règne de son champion sur qui il aurait pourtant jeté son dévolu en tant qu'artisan de la paix.

Il ne faudrait d'ailleurs pas être un grand clerc pour noter que la réconciliation Kabila-Kagame est faite sous le dos de la population du Kivu qui ne pourra être, malgré elle, que le bastion de l'opposition anti-Kabila aux prochaines élections.

Que Vital Kamerhe ait été destitué du perchoir de l'assemblée nationale pour avoir pas applaudi des mains et des pieds l'entrée des troupes rwandaises au Nord-Kivu pour combattre aux cotés de l'armée de Kabila les pestiférés des FDLR, on peut, avec le recul de temps, interroger sur les réels mobiles de cette intervention conjointe quand, aujourd'hui plus qu'hier, on réalise que la capacité de nuisance des FDLR est renforcée. Il est notoire que c'est au quotidien que des exactions signées FDLR ont lieu dans le Kivu où la population sans défense ne peut compter sur le leadership fainéant de Kinshasa. Alors qu'en dépit de l'aide de la Monuc, Kabila est dépassé par les événements au Kivu, voilà qu'un autre front aux contours flous vient de s'ouvrir à Dongo. Des revendications ethniques, on est passé aux revendications politiques. Il est désormais question des patriotes dits résistants au pouvoir de Kinshasa. Et comme depuis toujours, le pouvoir au Congo à démocratiser est au bout du fusil, il serait hasardeux de considérer les « résistants » de Dongo comme une quantité négligeable comme le firent Mobutu et ses stratèges quand l'AFDL et ses troupes rwandaises affirmaient leur volonté de s'emparer du pouvoir de l'Etat à Kinshasa avec comme prétexte la revendication identitaire des Banyamulenge. La suite tout le monde la connaît. Quant aux cinq chantiers, ils se font toujours désirer. Depuis l'avènement de l'AFDL, ceux qui abusent du pouvoir de l'Etat considèrent le Congolais comme un peuple sans mémoire. On se rappellera que lorsque l'AFDL est emparée du pouvoir de l'Etat en mai 1997, le projet de construction du barrage de Katende avait été stoppé net par le nouveau pouvoir au motif absurde que les dirigeants des défunctes CODEKOR (conférence pour le développement du Kasai-Oriental) et CODESKO (Conférence pour le développement du Kasai-Occidental) étaient des Mobutistes. La trouvaille des Kabilistes était le soutirage du courant électrique sur la ligne Inga-Katanga à partir de Tshimbulu pour alimenter le Kasai. Les études de faisabilité financées par la MIBA avaient été effectuées et des journalistes conduits sur le lieu par les soins de Jean-Charles Okoto Lolakombe Lolongo, alors PAD de la Miba. Depuis douze ans que le régime essence rwandaise est au pouvoir le Kasai est toujours dans les ténèbres. Pas de quoi s'étonner quand on sait qu'à Kinshasa, siège des institutions de la République à démocratiser, il arrive que le Palais de la nation soit plongé dans le noir à la suite des coupures intempestives de l'électricité. Le comble de ridicule a été atteint quand il y a plus d'une année le quartier dit des ambassadeurs avait été privé d'électricité pendant une semaine au point d'obliger bien de diplomates d'immigrer pendant quelques jours au Grand Hôtel de Kinsasa. Seulement voilà ! Comme le ridicule ne tue pas, Kabila Kabange, qui vient de séjourner à Mbuji-Mayi en novembre dernier pour la première fois depuis son hold-up électoral de 2006, ne s'est pas fait prier pour promettre, encore et toujours. Cette fois-ci, il est plus question du soutirage à partir de Tshimbulu pour tout le Kasai. Le champion de l'AMP a revu et corrigé sa copie des promesses fallacieuses. Il a promis une fois de plus la disponibilisation (sic !) d'une centrale pour alimenter la ville de Mbuji-Mayi et des micro-centrales pour les trois districts de la province, Kabinda, Sankuru et Tshilenge. Quel budget pour financer ces promesses de campagne de 2011 ? Mystère ! Les exemples peuvent être multipliés à l'infini, car comme Kabila Kabange a eu l'honnêteté de le reconnaître au chef lieu du Kasai de l'Est, les problèmes soulevés à Mbuji-Mayi sont communs à toutes les provinces. Avec quels moyens l'héritier de l'AFDL compte-t-il donc financer ses nombreuses promesses de campagne alors les retombées attendues de la re-visitation des contrats minières se sont révélées une véritable opération prédatrice au profit de ceux qui gouvernent le Congo par défi ? La question a toute son importance étant donné que le budget de l'Etat pour l'exercice 2010 est chiffré à 5 milliards de dollars américains dont plus de la moitié, soit 53,4%, sont attendus des partenaires extérieurs ? A 24 mois du prochain scrutin présidentiel, quand bien même toutes les provinces sont dirigées par des gouverneurs étiquetés PPRD, Kabila Kabange qui tient à rempiler, on ne sait pour quoi faire, n'a pas de bilan à présenter. Sa chance, c'est peut-être de se trouver face à une opposition qui n'a pas d'âme, mieux

qui n'a pas de leader. Jean-Pierre Bemba étant hors jeu par la volonté de la mafia politique internationale, et Etienne Tshisekedi éloigné du pays pour raisons de santé, le Congolais risque de ne pas avoir de choix à faire en 2011. Et pour cause, l'opposition politique a la tête dans les nuages. Pour preuve, son incapacité à se choisir un leader alors même que son statut avec avantages à la clé a été voté par l'Assemblée nationale. Il est donc pas excessif de considérer qu'elle a montré ses limites, toutes ses limites et capacités à se compromettre. On peut dès lors comprendre pourquoi le PPRD considère l'élection de Kabila en 2011 comme acquise. Car, en face, il n'y a rien ni personne. Du moins jusque là ! Mais où sont passés les trente autres candidats à l'élection présidentielle de 2006 ? A présent qu'ils sont terrés, comme des rats, dans des « trous », ne vont-ils pas surgir en 2011 comme candidats à la plus haute charge de l'Etat pour légitimer Kabila comme ils l'avaient fait en 2006, d'aucuns ayant versé la substantielle caution de 50.000 dollars américains sans se donner la peine de battre campagne ne fut-ce qu'en tenant un seul meeting ? Raymond LUAULA